

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION
4 CHEMIN DU TRONCHON
69410 CHAMPAGNE AU MONT D'OR

Tél : +33681157671
Mél : alberto.parejo@bureauveritas.com

N° affaire : 22647616_1-9BPGKK3

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : BA 278 - RENOV EXT ET AMENAGEMENT INT
BAT HM 8
BASE AERIENNE 278
01500 AMBERIEU EN BUGEY

Destinataire :

USID DE LYON
Jean-Edouard CALPAS
QUARTIER GENERAL FRERE
69007 LYON

Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Présence d'Amiante - Présence de Plomb

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
01/07/2025	Rev0		Alberto PAREJO

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre de lots	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	7
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.2. Inspections Communes	8
2.3. PPSPS	8
2.3.1. Pénalités	9
2.4. Sous-traitance	9
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.4.2. Transmission du PGC	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant	9
2.5. Intérimaires	10
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1	10
2.8. Protections individuelles	10
2.9. Modalité d'accueil des salariés	10
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	12
3.2.1. Clôture et portail	12
3.2.2. Accès	12
3.2.3. Circulations	13
3.2.4. Signalisation	13
3.2.5. Stationnements	13
3.2.6. Stockage	13
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	13
3.2.8. Cantonnements et entretien	13
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	14
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	14
3.3.2. Plan d'installation de chantier	14
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	15
4. MESURES DE COORDINATION SPS	16
4.1. Définition des séquences d'interventions	16
4.2. Analyse de risques	23
4.3. Co-activités et protections collectives	38
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	38
4.3.2. Déplacement de protection collective	39
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	39
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	41
4.4. Equipement de levage	41
4.4.1. Autorisation de survol	41
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	41
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	41

4.5.1. Approvisionnements et stockage	41
4.5.2. Travaux superposés	42
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	42
4.5.4. Protection contre le bruit	42
4.5.5. Protection contre l'incendie	42
4.5.6. Travaux en hauteur	42
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	43
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	43
4.6. Moyens communs	44
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	44
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	44
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	44
4.6.4. Protection des accès – Auvents	44
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	44
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	46
5.1. Stockages sur le chantier	46
5.2. Nettoyage	46
5.3. Enlèvement des déchets	46
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	46
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	47
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	47
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	48
6.1. Déclarations particulières	48
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	48
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	48
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	48
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu	49
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	49
6.7. Cas particulier	49
7. ORGANISATION DES SECOURS	50
7.1. Téléphone de secours	50
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	50
7.3. Travail isolé	50
7.4. Procédure d'organisation des secours	50
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	50
7.6. Point de rencontre secours	50
7.7. Modèle de fiche de secours	51
ANNEXES AU P.G.C.	52

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

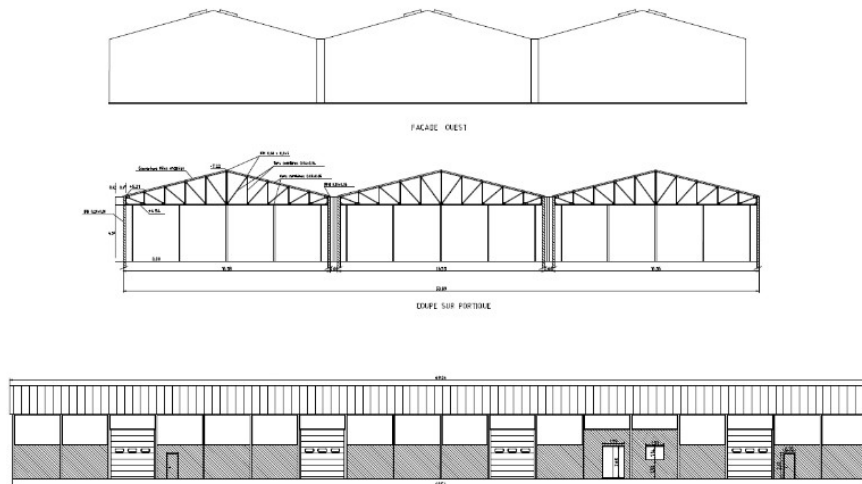
- des documents fournis par la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Oeuvre

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Travaux de rénovation extérieure et d'aménagement intérieur du bâtiment HM8.



1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : appel d'offres restreint

Mode de passation des marchés : Accord Cadre

Type de marchés : publics

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 15 octobre 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 6

Phasage des travaux: En attente du planning prévisionnel de travaux de la part de la Maîtrise d'Œuvre.

1.1.4. Démarche environnementale

SOGED PREVU POUR L'OPERATION A RESPECTER

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du Maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du Maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt

envisagées sur le chantier,

- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : 4 lots prévisionnels :

LOT 01- DEMOLITION - GROS ŒUVRE - MAÇONNERIE - CARRELAGE - VRD

LOT 02 - CHARPENTE- TOITURE ET BARDAGES METALLIQUES - MENUISERIES EXTERIEURES

LOT 03 - PLATRERIE - PEINTURE - FAUX PLAFOND - MENUISERIES INTERIEURES

LOT 04 - PLOMBERIE - CHAUFFAGE - VENTILATION - ELECTRICITE

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : Opération Niveau 2 :
 > 500 hommes-jours
 < 10 000 hommes-jours

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	USID DE LYON	QUARTIER GENERAL FRERE 69007 LYON	jean- edouard.calpas@intradef. gouv.fr	Jean-Edouard CALPAS
Assistant Maîtrise d'ouvrage	BA 278 - BPEI	BA278 - ALLEE RENE VIDART 01500 AMBERIEU EN BUGEY	04 27 50 61 09 rodrigue.jouffre@intradef. gouv.fr	Rodrigue JOUFFRE
Maîtrise d'œuvre	USID DE LYON - ANTENNE D'AMBERIEU EN BUGEY	BA278 - ALLEE RENE VIDART 01500 AMBERIEU EN BUGEY	06 86 36 59 83 denis.chabert@intradef.go uv.fr	Denis CHABERT
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	4 CHEMIN DU TRONCHON 69410 CHAMPAGNE AU MONT D'OR	06 81 15 76 71 alberto.parejo@bureauveri tas.com	Alberto PAREJO
CARSAT	CARSAT RHÔNE ALPES	46 RUE ARISTIDE BRIAND 01500 AMBERIEU EN BUGEY	04 37 62 19 77 dimitri.clement@carsat- ra.fr	Dimitri CLEMENT
Inspection du travail	DDETS AUVERGNE RHÔNE ALPES (UNITE DEPARTEMENTALE DE L'AIN)	34 AVENUE DES BELGES 01000 BOURG EN BRESSE	ddets-uc2@ain.gouv.fr	CONTACT
OPPBTP	OPPBTP RHÔNE ALPES	45 AVENUE GENERAL LECLERC 69007 LYON	rhonealpes@oppbtp.fr	CONTACT

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

Selon l'article L.4744-5 du Code du travail "Le fait pour l'entrepreneur de ne pas remettre au Maître d'ouvrage et/ou au Coordonnateur de sécurité le plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS) prévu à l'article L.4532-9 est puni d'une amende de 9 000 euros". Aussi, nous vous rappelons que la récidive est punie d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 15 000 euros.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en

inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

Présence de plomb dans les existants

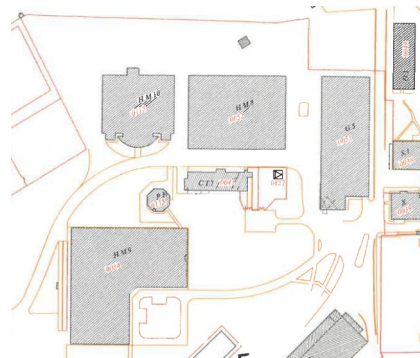
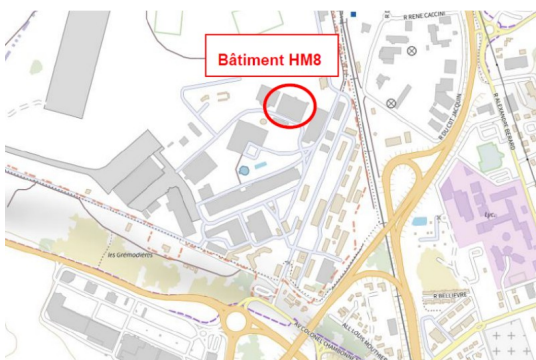
Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

- Accès par le poste de contrôle de la Base Aérienne 278
- Branchement possible pour l'alimentation électrique
- Branchement possible pour l'alimentation d'eau potable
- Branchement possible pour l'évacuation des eaux usées / eaux vannes



3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

- Mise en place de clôture et portail sur la zone de travaux
- Chantier clos et indépendant pendant toute la durée des travaux

3.2.2. Accès

Accès piétons existant

Accès véhicules existant

Accès par l'entrée de la BA 278

- Badge travailleurs (pièce d'identité en cours de validité)
- Badge livreurs + 48 heures de prevenance ("risque d'attente d'une heure et demie et de refus après")
- Pas des travaux prévus les samedis sauf autorisation
- Les entreprises sont autorisées à être présentes sur le site de 6H00 à 19H00 y compris le samedi

=> Les personnels intervenant sur le chantier doivent être titulaires d'un badge temporaire délivré après transmission d'une fiche de contrôle primaire signée de l'intéressé et accompagné d'une copie d'une pièce d'identité (CNI, passeport ou permis de conduire européens) faisant clairement apparaître le lieu de naissance

de l'intéressé.

=> Les livreurs doivent être pris en charge par le titulaire au niveau de l'accueil base. Dans la mesure du possible, il est conseillé de remplir et de transmettre au Maître d'oeuvre le formulaire de préavis de visite accompagné d'une copie d'une pièce d'identité (CNI, passeport ou permis de conduire européen) pour éviter les temps d'attente et les refus d'accès potentiels.

3.2.3. Circulations

Voies de circulations existantes dans la Base Aérienne.

- Les circulations piétonnes du personnel de chantier devront être distinctes de celles des engins et camions.
- Les circulations devront être clairement identifiées durant les phases de démolitions notamment par un barrièrage adapté.
- Mesures de nettoyage des engins devant circuler sur la voie publique à réaliser par les entreprises concernées
- Toutes les entreprises devront l'entretien de ces surfaces durant tout le chantier.
- L'entreprise Titulaire réalisera les cheminements piétons sécurisés et viabilisés par tous les temps.
- Barrières type HERAS pour matérialiser les zones de stockage.

3.2.4. Signalisation

- Signalisations suivant le projet de plan d'installation de chantier phase conception fourni par la MOE
- Signalisations suivant le plan d'installation de chantier phase réalisation fourni par le(s) ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S).

3.2.5. Stationnements

- Stationnements suivant le projet de plan d'installation de chantier phase conception fourni par la MOE
- Stationnements suivant le plan d'installation de chantier phase réalisation fourni par le(s) ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S).

3.2.6. Stockage

- Stockages suivant le projet de plan d'installation de chantier phase conception fourni par la MOE
- Stockages suivant le plan d'installation de chantier phase réalisation fourni par le(s) ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S).

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

- Ceci comprend la fourniture des armoires et des réseaux de distribution de l'installation qui devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment les articles R.4215-3 à R.4215-17 du code du travail et de la Norme NFC 15100.
- Branchement possible pour l'alimentation électrique
- Branchement possible pour l'alimentation d'eau potable
- Branchement possible pour l'évacuation des eaux usées / eaux vannes

3.2.8. Cantonnements et entretien

A réaliser par le Titulaire au fur et à mesure de l'avancement chantier

Les installations de chantier prévoiront à minima :

- bungalow sanitaires hommes (et bungalow sanitaires femmes séparé si présence de femme sur le chantier), avec WC et lavabos, eau froide et eau chaude et consommables
- bungalow salle de réunion y compris équipements individuels de protection destinés aux visiteurs (bottes, casques, lunettes, vêtements de pluie ...)
- bungalow bureau de chantier équipé et raccordé aux réseaux
- bungalow vestiaires équipé de casiers et bancs
- bungalow réfectoire équipé conformément à la réglementation (tables, chaises, chauffe-plat, micro-onde, réfrigérateur, évier, eau chaude et eau froide)

- magasins de stockage de petits matériels
- boîte à pharmacie de premier secours
- ensemble des locaux équipés de chauffage
- gratte botte à prévoir l'accès base vie
- plateforme plane, propre et compactée autour des accès aux bungalows
- marches d'accès si nécessaire, stabilisées

Ces installations seront dimensionnées pour l'effectif prévu lors de cette phase (en tenant compte de l'évolution des effectifs). Son emplacement se trouvera dans l'emprise des clôtures de chantier :

- Les affichages réglementaires à l'intérieur des bungalows seront à prévoir
- Les cantonnements seront disposés de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de traverser les zones de travaux ou de stockages
- Ces installations devront répondre à l'ensemble des normes en vigueur, y compris la réglementation relative à la sécurité incendie
- L'alimentation et le branchement électrique pour toutes les installations dans la base vie sont assurés par l'entreprise concernée. Les installations sont mises en place au démarrage du chantier sur la plate-forme de la base vie.
- Elles seront prévues pour accueillir, si besoin, du personnel féminin
- Ces installations devront s'adapter en permanence à l'effectif du chantier
- Le réseau d'eau potable devra être hors gel
- Les cantonnements seront physiquement séparés de la zone travaux par un barrièrage. Les installations de cantonnement devront être entretenue de manière JOURNALIERE, par une entreprise spécialisée

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

A réaliser par le Titulaire au fur et à mesure de l'avancement chantier

- Les circulations extérieures et intérieures seront régulièrement nettoyés et entretenus pour maintenir des circulations sans risques
- Les accès devront être libre de tout obstacle et resteront propres pendant toute la durée du chantier
- Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le Maître d'ouvrage s'assure auprès du Maître d'Œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S)** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des conduites enterrées et aériens,
- des accès et clôtures temporaires du chantier,
- des accès provisoires au(x) bâtiment(s),
- les voies de circulation (véhicules, piétons),
- des zones de stationnements pour les véhicules de chantier (véhicule léger, poids lourd),
- de l'emplacement des zones de stationnement (personnel et entreprises),
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention,
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies et de nettoyage des camions,

- des accès provisoires au(x) bâtiment(s),
- de l'emplacement de la grue / camion-grue,
- des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires de distribution,
- de l'emplacement des points d'eau.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S) / MOE / CSPS** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S)	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S) / MOE	FIN DE CHANTIER
Accès	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S)	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S) / MOE	FIN DE CHANTIER
Circulations	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S)	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S) / MOE	FIN DE CHANTIER
Signalisation	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S)	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S) / MOE	FIN DE CHANTIER
Stationnement	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S)	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S) / MOE	FIN DE CHANTIER
Stockage	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S)	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S) / MOE	FIN DE CHANTIER
Réseaux provisoires de chantier	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S)	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S) / MOE	FIN DE CHANTIER
Coffret électrique général	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S)	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S) / MOE	FIN DE CHANTIER
Coffret divisionnaire et éclairage	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S)	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S) / MOE	FIN DE CHANTIER
Cantonnement	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S)	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S) / MOE	FIN DE CHANTIER
Infirmier de chantier	BOITE A PHARMACIE BASE DE VIE / TROUSSE DE SECOURS (TCE)	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S) / MOE	FIN DE CHANTIER
Nettoyage hors cantonnement	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S)	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S) / MOE	FIN DE CHANTIER
PIC	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S)	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S) / MOE / CSPS	FIN DE CHANTIER
Protections collectives	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S)	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S) / MOE	FIN DE CHANTIER
Accès hauteur communs	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S)	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S) / MOE	FIN DE CHANTIER
Déchets - Gravats	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S)	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S) / MOE	FIN DE CHANTIER
Point puissage	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S)	ENTREPRISE(S) CONCERNEE(S) / MOE	FIN DE CHANTIER

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 DEMOLITION - GROS OEUVRE - MACONNERIE - CARRELAGE - VRD			Rupture, effondrement Engins et matériels Engins et matériels Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Rupture, effondrement Rupture, effondrement Rupture, effondrement Multi danger Multi danger Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Déplacement de plain-pied Contact électrique direct ou indirect Inhalation poussières Engins et matériels Chute d'objets, éclats Déplacement de plain-pied Rupture, effondrement Rupture, effondrement Rupture, effondrement Collision, heurt Déplacement de plain-pied Inhalation poussières Contact électrique direct ou indirect Environnement naturel Déplacement de plain-pied Contact électrique direct ou indirect Engins et matériels Routier, autoroutier Travail en hauteur Pollution de l'atmosphère Travail en hauteur Collision, heurt Réseaux Déplacement de plain-pied Stabilité, renversement Rupture, effondrement Voisinage Collision, heurt Inflammation, explosion Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect	. Pas travaux en superposition Circulations Engins Installation électrique de chantier vérifiée par un organisme agréé PV de consignation des fluides Diagnostic amiante avant travaux Note de calcul Fiche de suivi des déchets . . Électricité. . Protections collectives sur tous les planchers Protection et signalisation des trémies Pose des escaliers définitifs à l'avancement. . . Évolutions Circulation et superposition de tâche interdites sous le poste de travail Protection contre les chutes de plain-pied à mettre en place. Coordination entre GO, charpentier et couvreur . . MISE EN PLACE DES MOYENS ADEQUATES POUR SEPARER

				<p>LES DIFFERENT FLUX (PERSONNEL AU SOL / ENGINS). ENGINS Mise en place de "chargés de circulation" équipé d'un gilet réfléchissante pour gérer le trafic. Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier Protection contre les chutes de plain-pied à mettre en place.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>Débroussaillage: Port des EPI adaptés à la tâcheEtudier le mode opératoireMise en place d'un périmètre de sécurité</p> <p>.</p> <p>Électricité.</p> <p>.</p> <p>signalisation</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>DICT</p> <p>.</p> <p>stabilité des talus</p> <p>étude de sol</p> <p>Chantier clos et indépendant</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p>
--	--	--	--	---

<p>2 CHARPENTE - TOITURES - BARDAGES METALLIQUE S</p>			<p>Chute d'objets, éclats Engins et matériels Engins et matériels Engins et matériels Chute et heurt avec charge en mouvement Chute et heurt avec charge en mouvement Déplacement de plain-pied Collision, heurt Rupture, effondrement Rupture, effondrement Rupture, effondrement Rupture, effondrement Rupture, effondrement Multi danger Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Contact électrique direct ou indirect Inhalation poussières Chute d'objets, éclats Contraintes météorologiques Bruit, vibrations Engins et matériels Eclairage Chute d'objets, éclats Chute d'objets, éclats Contraintes météorologiques Chute d'objets, éclats Rupture, effondrement Engins et matériels Travail en hauteur Travail en hauteur Travail en hauteur Travail en hauteur Travail en hauteur Travail en hauteur Travail en hauteur Travail en hauteur Déplacement de plain-pied Inflammation, explosion Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect</p>	<p>Circulation et superposition de tâche interdites sous le poste de travail Évolutions . . . Matériel homologué à jour des vérifications périodiques. Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles, tant pour le personnel d'exécution que pour le public. . . Protection contre les chutes de plain-pied à mettre en place. MISE EN PLACE DES MOYENS ADEQUATES POUR SEPARER LES DIFFERENT FLUX (PERSONNEL AU SOL / ENGIN). ENGIN Mise en place de "chargés de circulation" équipé d'un gilet réfléchissant pour gérer le trafic. Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier Coordination entre GO, charpentier et couvreur . . . pas de co-activité. attendre achèvement des démolitions et la mise en place des dispositifs de contreventement et étaieement.. . . . Électricité. Respect des protections et de leurs maintiens. État d'ordre et de propreté permanent. Évacuation des palettes et déchets au fur et à mesure. Pas de manutention pour des</p>
---	--	--	---	--

				<p>vitesse de vent supérieures à 50 k/h. environnement planification</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>Balisage</p> <p>Pas de manutention pour des vitesses de vent supérieures à 50 k/h. Balisage de l'aire de travail en pied de façade pas de co-activité. attendre achèvement des démolitions et la mise en place des dispositifs de contreventement et étaieement.. Plan de grutage Pas de travail d'autres entreprises sous les zones de montage.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>Pas de travail par vent fort, envol des plaques, chute de personnes, coupures Signalétique, barriérage</p> <p>Protections collectives sur tous les planchers Protection et signalisation des trémies Pose des escaliers définitifs à l'avancement.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p>
--	--	--	--	---

<p>3</p> <p>PLATRERIE - PEINTURE - FAUX PLAFOND - MENUISERIES INTERIEURES</p>		Plâtrerie - Peinture	Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées.
			Stabilité, renversement	Nettoyage des postes de travail à l'avancement.
			Travail en hauteur	.
			Inhalation poussières	.
			Contact électrique direct ou indirect	.
			Déplacement de plain-pied	Électricité.
			Contact électrique direct ou indirect	.
			Inhalation poussières	.
			Stabilité, renversement	.
			Produits dangereux	.
			Déplacement de plain-pied	Nettoyage du poste de travail et organisation du stockage.
			Contact électrique direct ou indirect	Électricité.
			Déplacement de plain-pied	.
			Contact électrique direct ou indirect	.
			Déplacement de plain-pied	.
			Contact électrique direct ou indirect	.
			Inhalation poussières	.
			Inhalation poussières	.
			Déplacement de plain-pied	.
			Inflammation, explosion	.
			Contact électrique direct ou indirect	Protections collectives sur tous les planchersProtection et signalisation des trémies Pose des escaliers définitifs à l'avancement.
			Contact électrique direct ou indirect	.
			Contact électrique direct ou indirect	.
			Contact électrique direct ou indirect	.

<p>4 PLOMBERIE - CHAUFFAGE - VENTILATION - ELECTRICITE</p>			<p>Déplacement de plain-pied Inflammation, explosion Stabilité, renversement Chute d'objets, éclats Chute d'objets, éclats Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Déplacement de plain-pied Contact électrique direct ou indirect Bruit, vibrations Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Contact électrique direct ou indirect Inhalation poussières Contact électrique direct ou indirect Inflammation, explosion Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect</p>	<p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>Interdiction d'accès dans les zones balisées. Électricité.</p> <p>.</p> <p>Protections collectives sur tous les planchers Protection et signalisation des trémies Pose des escaliers définitifs à l'avancement.</p> <p>.</p> <p>environnement planification</p> <p>Consignations des réseaux avant démolition</p> <p>.</p> <p>Électricité.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>Une procédure de consignation doit être formalisée</p> <p>.</p> <p>Une consigne particulière écrite, fixant les mesures particulières de sécurité à respecter, est établie par le chargé de travaux habilité, 1 mois avant le début de l'opération, envoyée à la maîtrise d'ouvrage et au CSPS pour observation, et à l'exploitant pour validation vis à vis des risques électriques. Elle doit être validée par le responsable d'établissement et le chargé d'exploitation concerné. Le PPSPS fait explicitement référence au plan de balisage, il est présenté et commenté aux exécutants en préalable au début des travaux, par le chargé de travaux. L'exploitant a autorité pour faire respecter par tous les intervenants les principes de balisage définis, ce qui peut</p>
--	--	--	--	---

				<p>conduire à un arrêt de l'activité ou du chantier.</p> <p>.</p> <p>Seuls les personnels habilités interviennent sur les installations électriques, Pas de travaux sur réseaux sous tension.</p> <p>.</p> <p>Installation électrique de chantier vérifiée par un organisme agréé</p> <p>.</p> <p>Consignations des réseaux avant démolition</p> <p>.</p> <p>.</p>
--	--	--	--	--

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - DEMOLITION - GROS OEUVRE - MACONNERIE - CARRELAGE - VRD

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Rupture, effondrement	Prévenir les risques d'ensevelissement par blindage ou talutage. Ne pas intervenir au fond de fouille si les parois sont verticales. Cheminements piétons délimités par balisage ou protections collectives.	Respect du phasage organisationnel
Engins et matériels	Organisation et plan de montage des grues	Interdiction d'accès dans la zone de montage
Engins et matériels	Séparation physique des accès piétons et engins. Stabilité de la zone d'évolution des engins (piste en dur). Nettoyage journalier des routes aux abords du chantier. Mise en place de toutes signalisations extérieures (Abord du bâtiment) et intérieures aux bâtiments, y compris accès public et chantier. Travaux en façade : Compactage et stabilité du sol à assurer préalablement aux travaux sur 3 m de large en périphérie du bâtiment pour sécuriser les interventions à l'aide d'échafaudage ou de nacelle.	Obtenir et respecter le plan de circulation. PV du sol à obtenir.
Contact électrique direct ou indirect	Installation électrique de chantier vérifiée par un organisme agréé. Eclairage chantier par hublots (ampoules nues interdites). Consignations électriques en phase installation chantier et essais. Habilitation électrique correspondant aux travaux effectués. Tableaux électriques en nombre suffisant pour que les rallonges électriques fassent moins de 25 m	Interdiction d'accéder aux tableaux électriques sans l'habilitation électrique correspondante à l'intervention envisagée. Matériel électroportatif conforme, rallonges électriques de moins de 25 m
Contact électrique direct ou indirect	Avant toute intervention de démolition l'entreprise devra s'assurer de la consignation des fluides.	.
Déplacement de plain-pied	"Protection collective résistant au passage sur l'accès. Pose des protections à l'avancement. Protection des trémies à coordonner avec les corps d'états secondaires et les corps d'états techniques. (Obturation par panneaux fixés sur dalle, etc...). Privilégier système permettant la perforation aux dimensions souhaitées. (Dalle béton cellulaire, etc...)." .	.
Rupture, effondrement	Prévenir les risques d'ensevelissement par blindage ou talutage. Ne pas intervenir au fond de fouille si les parois sont verticales. Cheminements piétons délimités par balisage ou protections collectives.	Respect du phasage organisationnel
Rupture, effondrement	Effondrement d'ouvrages en construction ou en stockage : Définir des zones et des périodes d'interdiction d'accès et informations des autres corps d'état (balisage ou barrière) Les étalements et les coffrages	Interdiction de travail sous les zones de coulage sans autorisation du GO. Interdiction de démontage de protections collectives sans accord du

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	des planchers et des poutres doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps, des filets ou tout autre type de protections collectives dans toutes les phases provisoires des travaux. Afin de prévenir le risque d'effondrement des pignons maçonnés, l'entreprise mettra en œuvre un système de contreventement, qui puisse rester en place tant que la charpente n'aura pas été assemblée et qui soit compatible avec le phasage de montage de la charpente c'est-à-dire qui n'entraîne pas de gêne pour mettre en place les fermettes. Mise en place à l'avancement des protections collectives, clôtures, tunnels, passages piétons, préalablement à tous travaux. Ces protections permettront aux autres corps d'état d'intervenir en sécurité.	titulaire.
Rupture, effondrement	L'entreprise du lot Gros Ouvre devra s'assurer avant de procéder aux travaux de démolition de la stabilité de la structure porteuse. Elle devra mettre en place tous les moyens d'étalement pour éviter les risque d'effondrement de l'ouvrage. Elle devra également mettre en place un balisage de sécurité au moyen de barrières afin d'éviter la présence de personnes durant la phase de démolition. Elle devra s'assurer de la consignation des fluides avant intervention	.
Multi danger	Protection contre les blessures térébrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement)	.
Multi danger	Les risques liés aux venues d'eau auront été au préalable appréhendés par l'entreprise de terrassement et s'il y a lieu, les matériels d'épuisement mis en place. En cas de présence d'eau polluée, l'entreprise titulaire concernée fera réaliser une analyse, les résultats au jour du sondage seront transmis au MOA, au MOE et au CSPS.	Ne pas franchir les dispositifs de délimitation mis en place, sans autorisation préalable du titulaire du lot.
Contact électrique direct ou indirect	Intervention sous réseau consigner et s'assurer de la consignation avant intervention. Intervention sur les tableaux sous tension, balisages des zones et signalétique de sécurité. Intervention par du personnel muni des habilitations appropriées.	Ne pas intervenir sur les zones en présence d'électricité.
Déplacement de plain-pied	Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.	.
Déplacement de plain-pied	Plancher haut, escalier, trémies (liés à leur mise en place et à la circulation du personnel de chantier) : • mise en place de protections collectives sur tous les planchers (y-compris planchers collaborant) et escaliers où il y a risque de chute de hauteur • treillis soudés	Respect des protections collectives Port des EPI.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	pour les petites trémies et signalisation• pose des escaliers définitifs à l'avancement	
Contact électrique direct ou indirect	Personnel qualifié et habilitéMatérialiser les zones d'intervention et interdire l'accès aux tierce personnes et autres lot du chantier. Travaux dans logements habités les réseaux doivent être coupés et consignés,.	Ne pas rentrer dans les zones matérialisées.
Inhalation poussières	Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières.Le cas échéant , il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)	Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.
Engins et matériels	Nacelle : Le personnel doit être titulaire d'une autorisation de conduite (décret N°98-1084) délivrée par le chef d'entreprise pour la conduite de la nacelle. En cas de secours, seul le personnel au sol titulaire d'une autorisation de conduite en sécurité du type PEMP concerné est habilité à la manœuvrer du bas. (Voir recommandation CARSAT N° R386). Le personnel doit porter les EPI(s) harnais + antichute accroché à la nacelle. Balisage au pied de l'évolution de la nacelle à mettre en place pour interdire l'accès aux autres intervenants). Avant toute utilisation d'une nacelle, l'entreprise doit fournir à la maîtrise d'œuvre et au CSPS un PV de réception des sols.	Respecter le balisage au sol.
Chute d'objets, éclats	Pose de gardes corps ou d'éléments de serrurerie : Condamner par un balisage l'accès sous l'élément en cours de pose dans les escaliers, sur un balcon,...	Coordination avec le Maître d'œuvre et le lot Gros œuvre pour modifier provisoirement les cheminements piétons
Déplacement de plain-pied	Les trémies ou regard sont munis de tampons provisoires ou définitifs assurant une protection contre les chutes de plain-pied. En l'absence de tels dispositifs, un balisage est mis en place et entretenu jusqu'à la disparition du risque.	Interdiction de franchir un balisage de sécurité.
Rupture, effondrement	Coordination avec le charpentier ou le GO : Toutes précautions seront prises lors du stockage du matériel sur la couverture (Prise au vent, surcharges, répartitions correctes, etc...) Passerelle en périphérie : Coordination avec le GO pour le positionnement des points d'ancrage.Ou : échafaudage commun	Si échafaudage commun, définition par chacun des besoins, planning, charge, accessibilité...
Rupture, effondrement	Examen complet de l'ouvrage à démolir ainsi que les existants contigus concernant la nature la résistance et la stabilité des éléments à démolir le repérage des ouvrages voisins, leurs résistances et influences de la démolition sur leur stabilité. Définition dans le	Mise en sécurité des zones en cours de démolition (mise en place de protections collectives provisoires ou interdiction d'accès). Toute surcharge sur dallage existante est à proscrire.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	PPSPS de la méthodologie de déconstruction. Mise en sécurité des zones en cours de démolition (mise en place de protections collectives provisoires ou interdiction d'accès).	
Rupture, effondrement	<p>Avant l'exécution des travaux de curage, l'entreprise chargée des travaux de curage devra notamment : - étudier la nature, la résistance et la stabilité des ouvrages à démolir ; - réaliser le recensement des ouvrages voisins afin de déterminer l'influence du curage sur ces derniers et de prendre des mesures conservatoires s'il y a lieu ; - effectuer le repérage de réseaux existants, intérieurs et extérieurs, afin de demander aux différents concessionnaires les mesures à prendre pour désactiver ou protéger ces ouvrages ; - recenser les éléments à risques spécifiques et plus particulièrement en raison de leur toxicité, inflammabilité ou radioactivité. L'entreprise chargée des travaux de curage devra veiller à ce qu'aucun travailleur ne soit chargé d'un travail de curage ou de démontage pour lequel il ne serait pas compétent et qui comporterait, pour lui ou pour les autres travailleurs du chantier, un risque anormal. Un chef d'équipe devra être exclusivement affecté à la surveillance des travaux. Pendant toute la durée des travaux de curage, l'entreprise chargée des travaux devra assurer la protection de son personnel contre les risque de chute de hauteur ; il devra, notamment : - choisir des méthodes de démolition ne nécessitant pas la présence d'ouvriers en hauteur ; - mettre en place des garde-corps provisoires en bordure des ouvertures et planchers donnant dans le vide ; - condamner l'accès aux locaux comportant des ouvertures donnant sur le vide ; - mettre en œuvre des plates-formes de travail stables et protégées ;</p>	.
Collision, heurt	<p>MISE EN PLACE DES MOYENS ADEQUATES POUR SEPARER LES DIFFERENT FLUX (PERSONNEL AU SOL / ENGIN). ENGIN Mise en place de "chargés de circulation" équipé d'un gilet réfléchissant pour gérer le trafic. Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier</p>	RESPECTER LES MOYENS MIS EN PLACE
Déplacement de plain-pied	<p>Les trémies ou regard sont munis de tampons provisoires ou définitifs assurant une protection contre les chutes de plain-pied. En l'absence de tels dispositifs, un balisage est</p>	Interdiction de franchir un balisage de sécurité.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	mis en place et entretenu jusqu'à la disparition du risque.	
Inhalation poussières	Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant, il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)	Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.
Contact électrique direct ou indirect	Personnel qualifié et habilitéMatérialiser les zones d'intervention et interdire l'accès aux tierce personnes et autres lot du chantier. Travaux dans logements habités les réseaux doivent être coupés et consignés,.	Ne pas rentrer dans les zones matérialisées.
Environnement naturel	Débroussaillage et abattage d'arbres/ chute de branches et d'arbres : . protections individuelles :- casques de sécurité- protection auditive- protège-face- pantalons munis de jambières- chaussures de sécurité . mise en place d'un périmètre de sécurité . ne pas entreprendre d'abattage lorsque les conditions météorologiques sont défavorables . étudier les conditions de chute de(s) arbre(s)	Respect du périmètre de sécurité.Port des EPI
Déplacement de plain-pied	Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.	.
Contact électrique direct ou indirect	Intervention sous réseau consigner et s'assurer de la consignation avant intervention. Intervention sur les tableaux sous tension, balisages des zones et signalétique de sécurité. Intervention par du personnel muni des habilitations appropriées.	Ne pas intervenir sur les zones en présence d'électricité.
Engins et matériels	Gyrophare , aire de nettoyage,	.
Routier, autoroutier	signalisation nettoyage voirie homme trafic	.
Travail en hauteur	Mise en place de passerelle sécurisée. Balisage en retrait des fouilles (1 m minimum).	.
Pollution de l'atmosphère	travail a à la chaux ou ciment prise en compte de l'environnement et météo analyse de l'environnement (traitement phyto, usine...)	Interdiction de travail dans la zone de traitement.
Travail en hauteur	Mise en place de passerelle sécurisée. Balisage en retrait des fouilles (1 m minimum).	.
Collision, heurt	Bip de recul Gyrophare sur engin Planification des travaux	port du gilet fluo
Réseaux	DICT	.
Déplacement de plain-pied	Gyrophare sur engin	port du gilet fluo

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Stabilité, renversement	Talutage au-delà de 1,30 m de profondeur (ou blindage) Talus à 1/1 ou 1/3 maximum après validation du maître d'œuvre. La plateforme doit prévoir une pente légère afin que les eaux de ruissellement en cas de pluie, s'évacuent naturellement vers l'extérieur et non dans l'excavation Eventuellement mise en place d'une géo-membrane pour limiter la chute de bloc. Implantations des chemins de circulations et pistes suffisamment distant des talus d'excavation. Passerelle sur tranchée	Respect des talutages et protections mises en place
Rupture, effondrement	Etude de sol (carrière, engin de guerre...)	.
Voisinage	Clôture et portail de chantier. Signalisation	.
Collision, heurt	Laisser l'accessibilité à l'ouvrage Signalisation Nettoyage voirie Homme trafic	Port du gilet réfléchissant
Inflammation, explosion	Extincteur au poste de travail	.
Contact électrique direct ou indirect	Vérification de la protection en tête 30 MA. Outillages, rallonges conformes aux normes avec vérifications périodiques et inférieures à 25m.	.
Contact électrique direct ou indirect	Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection.	.
Contact électrique direct ou indirect	Travaux hors tension uniquement	Consignation de réseau à respecter

Séquence : 2 - CHARPENTE - TOITURES - BARDAGES METALLIQUES

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Pose de gardes corps ou d'éléments de serrurerie : Condamner par un balisage l'accès sous l'élément en cours de pose dans les escaliers, sur un balcon,...	Coordination avec le Maître d'œuvre et le lot Gros œuvre pour modifier provisoirement les cheminements piétons
Engins et matériels	Nacelle : Le personnel doit être titulaire d'une autorisation de conduite (décret N°98-1084) délivrée par le chef d'entreprise pour la conduite de la nacelle. En cas de secours, seul le personnel au sol titulaire d'une autorisation de conduite en sécurité du type PEMP concerné est habilité à la manœuvrer du bas. (Voir recommandation CARSAT N° R386). Le personnel doit porter les EPI(s) harnais + antichute accroché à la nacelle. Balisage au pied de l'évolution de la nacelle à mettre en place pour interdire l'accès aux autres intervenants). Avant toute utilisation d'une nacelle, l'entreprise doit fournir à la	Respecter le balisage au sol.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	maitrise d'œuvre et au CSPS un PV de réception des sols.	
Engins et matériels	Privilégier le recours à la grue afin de limiter le nombre d'équipement de levage. Mutualisation des équipements de levage avec les autres corps d'états dans le cadre d'une convention d'utilisation	.
Engins et matériels	Matériel homologué à jour des vérifications périodiques, équipé de ses protections intégrées.	Pas de coactivité simultanée à proximité du matériel.
Chute et heurt avec charge en mouvement	Les engins ou véhicules appelés à se déplacer dans les zones de chantier sont guidés dans toutes leurs manœuvres à effectuer. Ils sont équipés d'avertisseurs sonores de recul. Le personnel à pied chargé de cette tâche de guidage doit avoir reçu une formation appropriée. Neutralisation de l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles.	Interdiction de circuler dans l'aire de giration des engins.
Chute et heurt avec charge en mouvement	Aucun survol de charge au dessus des zones en travaux	.
Déplacement de plain-pied	Les trémies ou regard sont munis de tampons provisoires ou définitifs assurant une protection contre les chutes de plain-pied. En l'absence de tels dispositifs, un balisage est mis en place et entretenu jusqu'à la disparition du risque.	Interdiction de franchir un balisage de sécurité.
Collision, heurt	MISE EN PLACE DES MOYENS ADEQUATES POUR SEPARER LES DIFFERENT FLUX (PERSONNEL AU SOL / ENGINS). ENGINS Mise en place de "chargés de circulation" équipé d'un gilet réfléchissant pour gérer le trafic. Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier	RESPECTER LES MOYENS MIS EN PLACE
Rupture, effondrement	Coordination avec le charpentier ou le GO : Toutes précautions seront prises lors du stockage du matériel sur la couverture (Prise au vent, surcharges, répartitions correctes, etc...) Passerelle en périphérie : Coordination avec le GO pour le positionnement des points d'ancrage.Ou : échafaudage commun	Si échafaudage commun, définition par chacun des besoins, planning, charge, accessibilité...
Rupture, effondrement	Examen complet de l'ouvrage à démolir ainsi que les existants contigus concernant la nature la résistance et la stabilité des éléments à démolir le repérage des ouvrages voisins, leurs résistances et influences de la démolition sur leur stabilité. Définition dans le PPSPS de la méthodologie de déconstruction. Mise en sécurité des zones en cours de démolition (mise en place de protections collectives provisoires ou interdiction d'accès).	Mise en sécurité des zones en cours de démolition (mise en place de protections collectives provisoires ou interdiction d'accès). Toute surcharge sur dallage existante est à proscrire.
Rupture, effondrement	Effondrement d'ouvrages en construction ou	Interdiction de travail sous les

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>en stockage : Définir des zones et des périodes d'interdiction d'accès et informations des autres corps d'état (balisage ou barrière) Les étalements et les coffrages des planchers et des poutres doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps, des filets ou tout autre type de protections collectives dans toutes les phases provisoires des travaux. Afin de prévenir le risque d'effondrement des pignons maçonnés, l'entreprise mettra en œuvre un système de contreventement, qui puisse rester en place tant que la charpente n'aura pas été assemblée et qui soit compatible avec le phasage de montage de la charpente c'est-à-dire qui n'entraîne pas de gêne pour mettre en place les fermettes. Mise en place à l'avancement des protections collectives, clôtures, tunnels, passages piétons, préalablement à tous travaux. Ces protections permettront aux autres corps d'état d'intervenir en sécurité.</p>	<p>zones de coulage sans autorisation du GO. Interdiction de démontage de protections collectives sans accord du titulaire.</p>
Rupture, effondrement	<p>Chantier clos pour éviter toute intrusion du public (accès interdit à toute personne étrangère au chantier). Voirie protégée (arrêtés d'interdiction de circulation ; dispositif d'arrosage pour éviter les poussières, ...) Contrôles divers (existence de réseaux surplombants la zone des travaux ou localisation souterraine)</p>	<p>éviter toute co-activité. dans le même secteur. attendre que les démolitions et évacuations des gravats soient terminés</p>
Rupture, effondrement	<p>Avant l'exécution des travaux de curage, l'entreprise chargée des travaux de curage devra notamment : - étudier la nature, la résistance et la stabilité des ouvrages à démolir ; - réaliser le recensement des ouvrages voisins afin de déterminer l'influence du curage sur ces derniers et de prendre des mesures conservatoires s'il y a lieu ; - effectuer le repérage de réseaux existants, intérieurs et extérieurs, afin de demander aux différents concessionnaires les mesures à prendre pour désactiver ou protéger ces ouvrages ; - recenser les éléments à risques spécifiques et plus particulièrement en raison de leur toxicité, inflammabilité ou radioactivité. L'entreprise chargée des travaux de curage devra veiller à ce qu'aucun travailleur ne soit chargé d'un travail de curage ou de démontage pour lequel il ne serait pas compétent et qui comporterait, pour lui ou pour les autres travailleurs du chantier, un risque anormal. Un chef d'équipe devra être exclusivement affecté à la surveillance des travaux. Pendant toute la durée des travaux de curage, l'entreprise chargée des travaux devra</p>	<p>.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	assurer la protection de son personnel contre les risque de chute de hauteur ; il devra, notamment :- choisir des méthodes de démolition ne nécessitant pas la présence d'ouvriers en hauteur ;- mettre en place des garde-corps provisoires en bordure des ouvertures et planchers donnant dans le vide ;- condamner l'accès aux locaux comportant des ouvertures donnant sur le vide ;- mettre en œuvre des plates-formes de travail stables et protégées ;	
Multi danger	Protection contre les blessures térébrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement)	.
Contact électrique direct ou indirect	Intervention sous réseau consigner et s'assurer de la consignation avant intervention. Intervention sur les tableaux sous tension, balisages des zones et signalétique de sécurité. Intervention par du personnel muni des habilitations appropriées.	Ne pas intervenir sur les zones en présence d'électricité.
Déplacement de plain-pied	Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.	.
Contact électrique direct ou indirect	Personnel qualifié et habilitéMatérialiser les zones d'intervention et interdire l'accès aux tierce personnes et autres lot du chantier. Travaux dans logements habités les réseaux doivent être coupés et consignés,.	Ne pas rentrer dans les zones matérialisées.
Inhalation poussières	Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières.Le cas échéant , il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)	Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.
Chute d'objets, éclats	Matériaux stockés en toiture palettisés et attachés pour ne pas s'envoler Maintien des protections collectives en toiture mises en place par lors de la pose de le charpente.	.
Contraintes météorologiques	L'utilisation des grues mobiles est limitée à des vitesses de vent inférieures à 50 km/h. Toutes les grues mobiles doivent être équipées d'anémomètre.	.
Bruit, vibrations	Voir environnement et établissement voisin incidence sur le fonctionnement de ces sites rechercher des méthodes limitant le bruit et vibration intégrer dans le planning les phase de démolition présentant ces risques hors présence des autres corps d'état	port des EPI adaptés
Engins et matériels	Privilégier le recours à la grue afin de limiter le nombre d'équipement de levage.	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Mutualisation des équipements de levage avec les autres corps d'états dans le cadre d'une convention d'utilisation	
Eclairage	Chaque poste de travail doit bénéficier d'un niveau d'éclairage suffisant. S'agissant de travaux en extérieur, si l'éclairage naturel ne suffit pas, l'entreprise doit assurer la mise en place d'appareils d'éclairage conformes aux normes de chantier. Ceux-ci sont à la charge de chaque entreprise.	.
Chute d'objets, éclats	Evacuation journalière des déchets présent sur la toiture. Interdire tout risque d'envol. Les bigs bags d'évacuation des matériaux doivent être en bon état et rempli en fonction des charges qu'ils sont capables de recevoir (étiquetage présent).	.
Chute d'objets, éclats	Balisage des zones de levage. Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges. Mise en place de recette sécurisée à l'aide d'un monte matériaux ou engin de levage équipé d'un crochet de levage adapté. Balisage de votre zone d'intervention. Consulter les conditions climatiques avant de commencer les travaux	Respect des zones protégées. Respect des zones de déchargements
Contraintes météorologiques	L'utilisation des grues mobiles est limitée à des vitesses de vent inférieures à 50 km/h. Toutes les grues mobiles doivent être équipées d'anémomètre.	.
Chute d'objets, éclats	Balisage de l'aire de travail en pied de façade (tenir compte de la courbe de chute). Ne pas intervenir en superposition de tâche.	.
Rupture, effondrement	Chantier clos pour éviter toute intrusion du public (accès interdit à toute personne étrangère au chantier). Voirie protégée (arrêtés d'interdiction de circulation ; dispositif d'arrosage pour éviter les poussières, ...) Contrôles divers (existence de réseaux surplombants la zone des travaux ou localisation souterraine)	éviter toute co-activité. dans le même secteur. attendre que les démolitions et évacuations des gravats soient terminés
Engins et matériels	Fournir un plan de grutage	Pas de travail sous les zones de levages et de montage.
Travail en hauteur	Maintenir les échafaudages en conformité lors des approvisionnements et des différentes phases de travail.	.
Travail en hauteur	Chute dans les trémies : maintenir en place les protections collectives	Si escalier posé ultérieurement : Lot GO, Les trémies d'escalier sont protégées horizontalement par un système laissant un passage. Cette protection est démontable, pour permettre les approvisionnements à l'étage. Cette installation est faite de façon à ce que le doublage puisse être posé sans démontage.
Travail en hauteur	Mise en place à l'avancement des protections	Interdiction de démontage de

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	collectives, clôtures, tunnels, passages piétons, préalablement à tous travaux. Ces protections permettront aux autres corps d'état d'intervenir en sécurité. Les ouvertures sur plancher devront être obturées par des matériaux suffisamment résistants et fixés au support. Si leurs dimensions sont supérieures à 0,25 m², elles seront protégées à l'aide de garde-corps	protections collectives sans accord du titulaire.
Travail en hauteur	Montage des charpentes au sol Privilégier les protections collectives	Respect des balisages Port de casque
Travail en hauteur	Le système obturant la trémie toute hauteur, ne sera démonté que lorsque des protections (portes définitives ou panneaux provisoires) seront installées. Lors des travaux en partie basse de la gaine, des écriteaux les signalant seront apposés à chaque niveau. Nettoyage des gaines avant travaux y compris pompage si nécessaire.	.
Travail en hauteur	Mise en place de passerelle sécurisée. Balisage en retrait des fouilles (1 m minimum).	.
Travail en hauteur	Définir les modes opératoires pour garantir l'absence de chute de hauteur	.
Travail en hauteur	Balisage, utilisation des nacelles, berceau d'amarrage, caces, protocole chargement/déchargement, coupures (port des EPI)	Respecter les zones balisées
Travail en hauteur	Toujours garder en protection collective provisoire durant la tâche, mettre un balisage infranchissable	Respect des balisages
Déplacement de plain-pied	Plancher haut, escalier, trémies (liés à leur mise en place et à la circulation du personnel de chantier) : • mise en place de protections collectives sur tous les planchers (y-compris planchers collaborant) et escaliers où il y a risque de chute de hauteur • treillis soudés pour les petites trémies et signalisation • pose des escaliers définitifs à l'avancement	Respect des protections collectives Port des EPI.
Inflammation, explosion	Extincteur au poste de travail	.
Contact électrique direct ou indirect	Vérification de la protection en tête 30 MA. Outillages, rallonges conformes aux normes avec vérifications périodiques et inférieures à 25m.	.
Contact électrique direct ou indirect	Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection.	.
Contact électrique direct ou indirect	Travaux hors tension uniquement	Consignation de réseau à respecter

Séquence : 3 - PLÂTRERIE - PEINTURE - FAUX PLAFOND - MENUISERIES INTERIEURES

Plâtrerie - Peinture

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Stabilité, renversement	Planification des approvisionnements : Définition avec la maîtrise d'œuvre des zones de stockage par niveau.	.
Travail en hauteur	Chute dans les trémies : Maintenir en place les protections collectives	Si escalier posé ultérieurement : Lot GO, Les trémies d'escalier sont protégées horizontalement par un système laissant un passage. Cette protection est démontable, pour permettre les approvisionnements à l'étage. Cette installation est faite de façon à ce que le doublage puisse être posé sans démontage.
Inhalation poussières	Le ponçage fin des supports s'effectuera au moyen de ponceuses équipées d'un système d'aspiration à la source.	.
Contact électrique direct ou indirect	Intervention sous réseau consigner et s'assurer de la consignation avant intervention. Intervention sur les tableaux sous tension, balisages des zones et signalétique de sécurité. Intervention par du personnel muni des habilitations appropriées.	Ne pas intervenir sur les zones en présence d'électricité.
Déplacement de plain-pied	Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.	.
Contact électrique direct ou indirect	Personnel qualifié et habilitéMatérialiser les zones d'intervention et interdire l'accès aux tierce personnes et autres lot du chantier. Travaux dans logements habités les réseaux doivent être coupés et consignés,.	Ne pas rentrer dans les zones matérialisées.
Inhalation poussières	Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières.Le cas échéant , il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)	Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.
Stabilité, renversement	Planification des approvisionnements : Définition avec la maîtrise d'œuvre des zones de stockage par niveau.	.
Produits dangereux	En cas d'emploi de produits solvantés, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	déclenchant automatiquement) soit neutralisées. Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en œuvre de produits à base de solvant.	
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Stockage dans les zones dédiées.	Ne pas encombrer les circulations Nettoyage du poste de travail à l'avancement Stockage dans les zones dédiées.
Contact électrique direct ou indirect	Intervention sous réseau consigner et s'assurer de la consignation avant intervention. Intervention sur les tableaux sous tension, balisages des zones et signalétique de sécurité. Intervention par du personnel muni des habilitations appropriées.	Ne pas intervenir sur les zones en présence d'électricité.
Déplacement de plain-pied	Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.	.
Contact électrique direct ou indirect	Personnel qualifié et habilitéMatérialiser les zones d'intervention et interdire l'accès aux tierce personnes et autres lot du chantier. Travaux dans logements habités les réseaux doivent être coupés et consignés,.	Ne pas rentrer dans les zones matérialisées.
Inhalation poussières	Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières.Le cas échéant , il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)	Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.
Inhalation poussières	Les travaux générateurs de poussières du type détalonnage de portes ou autres rabotages pour des réglages de menuiseries devront avoir lieu si possible en dehors d'une zone fermée. Dans le cas contraire, la zone devra être correctement ventilée.	.
Déplacement de plain-pied	Plancher haut, escalier, trémies (liés à leur mise en place et à la circulation du personnel de chantier) : • mise en place de protections collectives sur tous les planchers (y-compris planchers collaborant) et escaliers où il y a risque de chute de hauteur • treillis soudés pour les petites trémies et signalisation • pose des escaliers définitifs à l'avancement	Respect des protections collectivesPort des EPI.
Inflammation, explosion	Extincteur au poste de travail	.
Contact électrique direct ou indirect	Vérification de la protection en tête 30 MA. Outillages, rallonges conformes aux normes	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	avec vérifications périodiques et inférieures à 24 mois.	
Contact électrique direct ou indirect	Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection.	.
Contact électrique direct ou indirect	Travaux hors tension uniquement	Consignation de réseau à respecter

Séquence : 4 - PLOMBERIE - CHAUFFAGE - VENTILATION - ELECTRICITE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Inflammation, explosion	Extincteur au poste de travail	.
Stabilité, renversement	Organisation à mettre en place par l'entreprise et à soumettre à la maîtrise d'œuvre	.
Chute d'objets, éclats	Carottage : assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage	Tâche carottage : Assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage. Nettoyage des gravats
Chute d'objets, éclats	Carottage et percement : Interdire l'accès derrière ou sous la zone de carottage ou du percement. Mise en place d'un système de récupération des gravats	Respect des balisages.
Contact électrique direct ou indirect	Intervention sous réseau consigner et s'assurer de la consignation avant intervention. Intervention sur les tableaux sous tension, balisages des zones et signalétique de sécurité. Intervention par du personnel muni des habilitations appropriées.	Ne pas intervenir sur les zones en présence d'électricité.
Déplacement de plain-pied	Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.	.
Déplacement de plain-pied	Plancher haut, escalier, trémies (liés à leur mise en place et à la circulation du personnel de chantier) : • mise en place de protections collectives sur tous les planchers (y-compris planchers collaborant) et escaliers où il y a risque de chute de hauteur • treillis soudés pour les petites trémies et signalisation • pose des escaliers définitifs à l'avancement	Respect des protections collectives Port des EPI.
Contact électrique direct ou indirect	Personnel qualifié et habilitéMatérialiser les zones d'intervention et interdire l'accès aux tierce personnes et autres lot du chantier. Travaux dans logements habités les réseaux doivent être coupés et consignés,.	Ne pas rentrer dans les zones matérialisées.
Bruit, vibrations	Voir environnement et établissement voisin incidence sur le fonctionnement de ces sites rechercher des méthodes limitant le bruit et vibration	port des EPI adaptés

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	intégrer dans le planning les phase de démolition présentant ces risques hors présence des autres corps d'état	
Contact électrique direct ou indirect	Consignations des réseaux avant toutes démolition, demande des PV de consignation avant le début des travaux	N'entreprendre les travaux de démolition sans remise d'un certificat de consignation par le lot électricité
Contact électrique direct ou indirect	Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée à la charge de l'entreprise d'électricité). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit. Pas de travail sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...)	.
Contact électrique direct ou indirect	Intervention sous réseau consigner et s'assurer de la consignation avant intervention. Intervention sur les tableaux sous tension, balisages des zones et signalétique de sécurité. Intervention par du personnel muni des habilitations appropriées.	Ne pas intervenir sur les zones en présence d'électricité.
Déplacement de plain-pied	Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.	.
Contact électrique direct ou indirect	Personnel qualifié et habilitéMatérialiser les zones d'intervention et interdire l'accès aux tierce personnes et autres lot du chantier. Travaux dans logements habités les réseaux doivent être coupés et consignés,.	Ne pas rentrer dans les zones matérialisées.
Inhalation poussières	Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant, il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)	Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.
Contact électrique direct ou indirect	Pour les travaux au voisinage de canalisations ou d'installations électriques, la mise hors tension des installations doit être privilégiées. Les travaux ne peuvent débuter qu'après consignation des installations avec remise d'une attestation de mise hors tension. Le rétablissement de la tension ne peut s'effectuer que sur la production d'une attestation de fin de travaux. Une procédure de consignation doit être formalisée.	Les travaux ne peuvent débuter qu'après consignation des installations avec remise d'une attestation de mise hors tension.
Inflammation, explosion	Extincteur au poste de travail	.
Contact électrique direct ou indirect	Consigne particulière prise en compte par le chargé de travaux, notifiée et commentée au	Consigne particulière prise en compte par le chargé de travaux,

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	personnel.	notifiée et commentée au personnel.
Contact électrique direct ou indirect	Le plan de balisage fait partie des dispositions prévues pour maîtriser les risques électriques. Il est élaboré par l'entreprise titulaire concerné dans la phase de réalisation d'après les exigences du chargé d'exploitation. Lors de cette analyse, la compétence des intervenants vis à vis du risque électrique est prise en compte.	.
Contact électrique direct ou indirect	Travaux hors tension uniquement	Consignation de réseau à respecter
Contact électrique direct ou indirect	Pas d'intervention sous tension, habilitation requise, consignation de réseaux, identification des réseaux sous tension	Pas d'intervention sur réseaux électrique, maintien des installation provisoires en bon état, habilitation H0B0, respect des réseaux et appareils consignés
Contact électrique direct ou indirect	Interventions soumise à autorisation, habilitation électrique, respect des procédures d'accès, protections collectives, consignation de réseaux	Pas d'accès autorisé sans habilitation, respect des procédures d'intervention
Contact électrique direct ou indirect	Installation électrique de chantier vérifiée par un organisme agréé. Eclairage chantier par hublots (ampoules nues interdites). Consignations électriques en phase installation chantier et essais. Habilitation électrique correspondant aux travaux effectués. Tableaux électriques en nombre suffisant pour que les rallonges électriques fassent moins de 25 m	Interdiction d'accéder aux tableaux électriques sans l'habilitation électrique correspondante à l'intervention envisagée. Matériel électroportatif conforme, rallonges électriques de moins de 25 m
Contact électrique direct ou indirect	Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection.	.
Contact électrique direct ou indirect	Consignations des réseaux avant toutes démolition, demande des PV de consignation avant le début des travaux	N'entreprendre les travaux de démolition sans remise d'un certificat de consignation par le lot électricité
Contact électrique direct ou indirect	Vérification de la protection en tête 30 MA. Outillages, rallonges conformes aux normes avec vérifications périodiques et inférieures à 25m.	.
Contact électrique direct ou indirect	Aucun travail sous réseau sous tension Personnel formé aux travaux électrique Habilitation électrique en cours de validité	.

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

- Dans le but de supprimer la coactivité simultanée ou successive, chaque entreprise générant des risques exportées aux autres entreprises présentes devra assurer la protection collective suivant les principes généraux de prévention définis à l'article L4121-2 du Code du Travail.
- Chaque entreprise rappellera à son personnel, avant le tout début des travaux, les modes opératoires retenus pour l'opération, les risques éventuellement encourus par les opérateurs et l'ensemble des intervenants, ainsi que les mesures de prévention adoptées.

- Les protections collectives mises en oeuvre devront supprimer le(s) risque(s) pour le(s)quel(s) elles sont installées. Toute dépose d'un équipement de protection collective devra faire l'objet d'une demande auprès de l'entreprise concernée.
 - Les protections collectives mises en places ne pourront être déposées ou modifiées qu'en accord avec l'entreprise principale qui devra s'assurer que les modifications : les moyens de substitution mis en oeuvre proposent un niveau de protection au moins équivalent.
 - La nature des protections collectives doit être conforme au Code du Travail.
- L'entreprise concernée sera en charge de la mise en place et de la maintenance des protections collectives.

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise concernée soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise concernée.
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son PPSPS, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le PPSPS de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du MOA, du MOE et du CSPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au CSPS et font l'objet d'un additif au PPSPS.

Le MOE se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque

pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise(s) concernée(s) est responsable de l'entretien des protections collectives et du nettoyage.

Ensuite, en cas de carence, à la diligence du Maître d'oeuvre qui désignera l'intervenant et l'entreprise responsable de la carence, et fera rectifier ou corriger le manque au frais des fautifs, le Coordonnateur SPS et le Maître d'OEuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'OEuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise qui est tenue de se substituer à celle-ci aux frais de la première pour remédier à la carence constatée. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise(s) concernée(s) est responsable de l'entretien des protections collectives et du nettoyage.

Ensuite, en cas de carence, à la diligence du Maître d'oeuvre qui désignera l'intervenant et l'entreprise responsable de la carence, et fera rectifier ou corriger le manque au frais des fautifs, le Coordonnateur SPS et le Maître d'OEuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'OEuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise qui est tenue de se substituer à celle-ci aux frais de la première pour remédier à la carence constatée. qui est défaillante, le

Coordonnateur SPS et le Maître d'OEuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'OEuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise(s) concernée(s) est responsable de l'entretien des protections collectives et du nettoyage.

Ensuite, en cas de carence, à la diligence du Maître d'oeuvre qui désignera l'intervenant et l'entreprise responsable de la carence, et fera rectifier ou corriger le manque au frais des fautifs, le Coordonnateur SPS et le Maître d'OEuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'OEuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise qui est tenue de se substituer à celle-ci aux frais de la première pour remédier à la carence constatée. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise(s) concernée(s) est responsable de l'entretien des protections collectives et du nettoyage. Ensuite, en cas de carence, à la diligence du Maître d'oeuvre qui désignera l'intervenant et l'entreprise responsable de la carence, et fera rectifier ou corriger le manque au frais des fautifs, le Coordonnateur SPS et le Maître d'OEuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'OEuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise qui est tenue de se substituer à celle-ci aux frais de la première pour remédier à la carence constatée. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'OEuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'OEuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'OEuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'OEuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

- Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.
- Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.
- Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gazeuses toxiques, etc . . .
- En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).
- Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

4.4.1. Autorisation de survol

L'entreprise a à sa charge l'obtention des autorisations auprès de la BA 278.

En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les constructions et lieux avoisinants.

- Les zones énoncées ci-dessus ne doivent en aucun cas être survolées par une charge en cours de manutention.
- Des systèmes de limitation mécanique de zone sont mis en place sur les engins de levage, notamment pour les grues à tour si présentes sur le chantier.
- Un système d'interférence doit être mis en place pour les différentes grues du chantier. En cas de présence d'autres grues sur le site, le dernier arrivé (créant le risque de télescopage de grue) a à sa charge la mise en place d'un système d'interférence.
- Le Plan d'Installation de Chantier matérialise les zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la (les) grues avec les zones d'évolution de la (les) flèche(s) et de la (des) contre flèche.
- L'entreprise doit mettre à disposition sur le chantier la documentation relative au type de dispositif mis en place, concernant la délimitation de rotation de la flèche, en fonction des différentes positions du chariot.

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

- Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible.
- Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation.
- L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.
- En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.
- La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec le MOE et le CSPS" ou sont imposées par ces derniers.
- Le stockage des produits dangereux devra se faire dans un container ou un local fermé à clé avec, sur la porte de ce dernier un pictogramme indiquant la nature et le degré de dangerosité. Chaque produit dangereux sera stocké dans un bac de rétention.
- Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) de chaque produit dangereux seront transmises au CSPS. Attention, certains produits dangereux ne peuvent pas être stockés dans le même local (voir FDS et annexe).
- Les dépôts de carburant sont soumis à la réglementation en vigueur selon leur nature et leur importance. Un soin particulier est porté au conditionnement, afin d'éviter tout risque de pollution des sols. Prévoir l'approvisionnement de cuves à enveloppe double ou de bacs de rétention.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

- Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.
- Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.
- Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.
- Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS.
- Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

La zone de montage ou démontage des échafaudages devra être balisée au moyen d'un dispositif physique, afin de prévenir les risques vis à vis des autres intervenants.

Pour le montage des échafaudages, condamnation des zones situées dans la zone de chute des matériels en cours d'installation.

Toute superposition de tâche est interdite lors de ces interventions spécifiques et pouvant présenter des risques de chute de matériel.

Servitude d'échafaudage :

Un procès-verbal de réception sera établi et signé par l'installateur de l'échafaudage de pied à « Utilisation partagée » et chaque entreprise utilisatrice avant mise à disposition de l'échafaudage.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,

- De la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- Les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Chaque personnels devra être formé et compétent à la conduite des engins de chantier (CACES / AUTORISATION DE L'EMPLOYEUR).

Ces engins seront tous à jour des vérifications réglementaires.

La circulation d'engins de chantier devra se faire avec les codes allumés et gyro.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Les zones de travail devront faire l'objet d'un nettoyage régulier.

Les circulations devant, en toute circonstance rester libres et dégagées.

- Chaque entreprise est responsable du tri et de l'évacuation de ses propres déchets.
- Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local, ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.
- Chaque entrepreneur aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage et la mise en tas à l'emplacement prévu à cet effet aux abords du chantier.
- Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façades, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.
- Les déchets doivent être limités, triés.
- Chaque entreprises prendra en priorité des dispositions contre l'envol de matériaux et déchets (emballages, plastiques etc ...).
- Dans le cas d'utilisation de bennes leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

De plus, et à raison d'une fois par mois au minimum, l'entrepreneur du lot concerné devra effectuer un nettoyage et balayage général de la construction. Il aura également à sa charge l'enlèvement à la décharge publique des gravois de tous les corps d'état mis en tas à l'extérieur du bâtiment. Seront également à la charge du lot concerné, le nettoyage et le maintien en bon état de propreté des abords du chantier.

Tous les frais de nettoyage resteront à la charge du lot concerné, ayant en plus à sa charge le nettoyage mensuel, l'enlèvement de tous les gravois et le nettoyage des abords.

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le Maître d'oeuvre et/ou le Maître d'ouvrage pourra à tout moment faire procéder par l'un des entrepreneurs de l'opération, ou par une entreprise extérieure de son choix, aux nettoyages et sorties de gravois ; les frais en seront supportés par l'entrepreneur en cause, ou

dans le cas où le responsable ne pourra être défini, ils seront portés au compte prorata.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

- L'entreprise concernée est responsable de l'évacuation des déchets.
- Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.
- Chaque entreprise est responsable du tri et de l'évacuation de ses propres déchets.

- Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local, ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

De plus, et à raison d'une fois par mois au minimum, l'entrepreneur du lot concerné devra effectuer un nettoyage et balayage général de la construction. Il aura également à sa charge l'enlèvement à la décharge publique des gravois de tous les corps d'état mis en tas à l'extérieur du bâtiment. Seront également à la charge du gros oeuvre, le nettoyage et le maintien en bon état de propreté des abords du chantier.

Le remplacement des bennes est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site :

- Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

- Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Les renseignements sont obtenus auprès de la Maîtrise d'ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre.
- Demandes d'arrêtés - Les renseignements sont obtenus auprès de la Maîtrise d'ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre.
- Autorisations concessionnaires - Les renseignements sont obtenus auprès de la Maîtrise d'ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la Maîtrise d'ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la Maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

La réglementation anti-endommagement (AIPR) concerne autant les travaux en zone publiques que privées.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Les règles définies sur la Base Aérienne 278 en activité sont à respecter.

L'environnement du chantier est relativement contraint :

- On se trouve au coeur de l'activité de la BA278

Des contraintes doivent être prise en compte quant aux nuisances éventuelles du chantier en termes de :

- poussière (-> brumisation)
- bruit (-> équipements limitant les vibrations) (-> adaptation d'horaires)

Des contraintes doivent être prise en compte en termes de :

- accès sécurisés et différenciés (-> signalétique claire et permanente),
- clôture de chantier (-> rendre clos et indépendant le chantier à tout moment),
- zone pour les stockages (-> close et indépendante à tout moment)
- zone pour les stationnements de véhicules de chantier (-> close et indépendante à tout moment).

Chaque entrepreneur dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des dégâts, détériorations ou salissures aux ouvrages adjacents existants, devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages.

Cette prescription s'applique plus particulièrement aux ouvrages à proximité des travaux (bâtiments, maisons, infrastructures) ou autres, etc. qui ne devront subir aucun dommage, si minime soit-il.

Faute par lui de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences, notamment la prise en charge intégrale de la réparation ou du remplacement des ouvrages endommagés.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Sans objet.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Sans objet.

6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

- les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage (découpage électrique, découpage au chalumeau...)
- les opérations d'assemblage par soudures (soudure électrique, soudure au chalumeau, lampe à souder...)
- les opération de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables
- l'outillage électrique
- le dégagement d'étincelles

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds d'une manière générale. Lorsque des travaux par points chauds concernent un poste permanent (poste fixe de soudure par exemple), le permis de feu n'est pas nécessaire, la maîtrise des sources d'inflammation étant déjà effectuée dans l'évaluation des risques du poste de travail. (extrait document INRS).

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en oeuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Nous demandons aux entreprises de se référer au document INRS ED6030 et notamment aux pages 11 à 14 définissant l'ensemble des démarches et comportant aussi un exemple de permis de feu.

A définir avec la MOA et la MOE.

- Mise en place obligatoire d'extincteurs appropriés au voisinage des postes de travail par point chaud (flamme nue, soudage, meulage, disquage, etc.).
 - Arrêt des travaux sur point chaud au minimum 2h avant le départ des travailleurs.
 - Le personnel utilisant un chalumeau sera qualifié et disposera d'un extincteur à proximité du poste de travail.
- Un nettoyage de la zone de travail sera systématiquement effectué après l'intervention.
- Les feux à usages de chauffage, de cuisson et de destruction sont strictement interdits.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régis sous plan de prévention.

6.7. Cas particulier

Sans objet

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le PPSPS et être affichées.

Dès lors que l'effectif total du chantier dépasse 200 salariés une infirmerie est mise en place.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Les entreprises doivent préciser dans leurs PPSPS les mesures d'organisation des secours qu'elles mettent en oeuvre :

- présence sur le chantier d'un SST (sauveteur secouriste du travail) et apport des 1ers soins
- existence sur le chantier d'une trousse à pharmacie
- point de rencontre de secours (PRS) identifié et matérialisé
- consignes en cas d'accident
- pénétration des services de secours
- pénétration des services de secours en zone confinée
- évacuation du chantier
- ...

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Point de rencontre de secours suivant le plan d'installation de chantier à la charge du Titulaire.

7.7. Modèle de fiche de secours

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez les Pompiers



et dites :

1. ICI CHANTIER : BA 278 - RENOV EXT ET AMENAGEMENT INT BAT HM 8

Adresse : BASE AERIENNE 278 01500 AMBERIEU EN BUGEY

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Point de rencontre de secours suivant le plan d'installation de chantier à la charge du Titulaire.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Projet de plan d'installation provisoire de chantier

**CONSULTER LE PROJET DE PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER
ETABLI PAR LA MAITRISE D'ŒUVRE**

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- DHOL 1
- Annexe_Presence_Amiante
- Annexe_Presence_Plomb
- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_Mise_en_place_de_grues
- Annexe_METAH
- Annexe_SCALP